

Transparence et intégrité : agir contre la corruption

—

Réponses de Alliance écologiste indépendante aux 10 questions en vue des élections européennes de Juin 2009

Transparence-International (France) est la section française de Transparency International (TI), principale organisation de la société civile qui se consacre à la transparence et à la lutte contre la corruption. TI, qui comprend près de 100 sections nationales de par le monde, a son secrétariat international basé à Berlin en Allemagne.

Transparence-International (France) a pour objectif principal de contribuer à améliorer significativement, dans notre pays, la gouvernance publique et privée en termes de transparence, d'intégrité et de responsabilité.

| |
|--|
| QUESTIONNAIRE AUX PARTIS POLITIQUES – ELECTIONS EUROPEENNES |
|--|

Ce questionnaire est adressé aux partis politiques qui présentent des candidats aux élections européennes, par les sections nationales de Transparency International, dans les pays suivants : République Tchèque, Danemark, Allemagne, Lettonie, Hongrie, Lituanie, Roumanie, Italie, Slovénie, Autriche, Irlande, France.

Les engagements pris seront rendus publics en continu sur notre site Internet, ainsi que par voie de presse.

TI France appellera les électeurs à les prendre en compte au moment de leur vote.

Les réponses seront adressées **avant le 29 mai** à Transparency-International (France) :

2, bis rue de Villiers 92 300 Levallois

Tél. / fax : 01 47 58 82 08

transparence@free.fr

www.transparence-france.org

Nous vous remercions de l'attention que vous accordez à notre démarche.

1. Evaluation des mécanismes de lutte contre la corruption au niveau européen

1.1. Comme le montre le baromètre mondial de la corruption publié chaque année par Transparency International¹, les citoyens européens s'inquiètent du niveau de corruption existant au sein des Etats membres et considèrent que l'Union européenne a un rôle à jouer dans ce domaine. Celle-ci a déjà œuvré en ce sens avec l'adoption depuis 1997, de plusieurs Conventions.

- **Votre parti est-il prêt à soutenir la mise en place d'un mécanisme interne ayant pour but de vérifier systématiquement la conformité de la législation des Etats membres avec les instruments européens de lutte anti-corruption ?**

OUI

NON

NE SE PRONONCE PAS

Commentaires : Notre mouvement dans les assemblées où il est présent a toujours exigé la suppression des paradis fiscaux et nous avons mené de nombreuses actions en justice pour exiger le remboursement des sommes indûment perçues par les élus convaincus de corruption (affaire Nice-Communication, contrats de délégation des services d'exploitation de l'eau etc.)

1.2. La corruption et la mauvaise gestion des fonds européens sont particulièrement préoccupantes en Bulgarie et en Roumanie, deux Etats qui ont rejoint l'Union en 2007. Ainsi, l'Union européenne a été amenée à mettre en place un « mécanisme de coopération et de vérification » afin de suivre et de sanctionner les progrès réalisés par ces deux pays, notamment en ce qui concerne la transparence et l'efficacité de leurs systèmes judiciaires.

- **Pensez-vous qu'il serait opportun d'étendre le « mécanisme de coopération et de vérification » à tous les Etats membres et futurs Etats membres ?**

OUI

NON

NE SE PRONONCE PAS

¹ http://www.transparency.org/policy_research/surveys_indices/gcb/2007

Commentaires : Oui et également aux collectivités locales qui touchent autant de fonds européens que les Etats.

2. Réforme du budget de l'Union européenne et transparence des dépenses

L'Union européenne ne dispose pas de services financiers et comptables au sein des Etats membres. Ce sont les administrations nationales qui gèrent les fonds européens, par délégation. 80% des dépenses de l'Union sont réalisées dans et par les Etats membres eux-mêmes. Le règlement financier communautaire parle de « gestion partagée ».

Les Etats membres et les institutions européennes reconnaissent que le système pourrait être amélioré. Les contrôleurs financiers communautaires ont par exemple du mal à s'assurer de la régularité des paiements effectués auprès des millions de bénéficiaires disséminés sur le territoire de l'Union.

- **Pensez-vous qu'il convient de clarifier la répartition des rôles entre la Commission et les Etats membres en ce qui concerne la gestion des ressources de l'Union, en particulier pour les 80% de fonds européens en « gestion partagée » ?**

OUI

NON

NE SE PRONONCE PAS

Commentaires : Oui et comme pour la PAC nous demandons la publication des bénéficiaires de tous les fonds européens.

3. Encadrement du lobbying auprès des institutions européennes et transparence de la prise de décisions

3.1 Encadrement du lobbying :

Depuis le 23 juin 2008, la Commission européenne a mis en place un « registre des lobbyistes » à inscription facultative. A ce jour, 1 300 lobbyistes sont inscrits, alors que le Parlement européen a estimé leur présence à Bruxelles à 15 000 et à près de 2 500 groupes de pression.

Dès lors que le lobby vise à apporter informations et expertises utiles et à influencer les décisions communautaires, l'enjeu pour TI France est que les modalités des prises de décisions au sein des différentes instances européennes soient communes et plus transparentes afin de créer les conditions de la confiance des citoyens.

- **Pensez-vous que des règles interinstitutionnelles communes au Parlement, à la Commission et au Conseil doivent être créées, avec notamment un organe commun instaurant :**
 - Un registre d'inscription obligatoire commun, accessible sur les sites Internet des institutions, pour les représentants d'intérêts comprenant, entre autres, des informations institutionnelles et financières sur les intérêts représentés ;
 - Les modalités de délivrance, de suivi des accréditations, de sanctions et de radiations ;
 - Une interdiction d'accès à toute personne condamnée pour corruption ;
 - L'équité d'accès entre les intérêts économiques, sociétaux, environnementaux, culturels ;
 - Un code commun de comportement des groupes d'intérêts ou de leurs représentants ;
 - Une capacité de recours des parlementaires et des citoyens pour être informés ou déclarer des faits suspects.

OUI

NON

NE SE PRONONCE PAS

Commentaires : Attention toutefois de ne pas vider le débat politique d'intervenants extra-parlementaires.

3.2 Modalités de la prise de décisions des parlementaires :

Le Parlement européen a reconnu qu'il doit être rendu possible de savoir comment les décisions sont prises, de quelles influences elles résultent et enfin comment les ressources des contribuables sont attribuées. Pour TI France, la transparence des institutions européennes est fondamentalement une question de légitimité.

L'encadrement des pratiques d'influence ne peut concerner seulement les lobbyistes et doit aussi concerner les parlementaires agissant pour le compte de la Nation, rémunérés par des fonds publics ou engageant le cas échéant les financements publics.

- **Etes-vous favorable au fait que toutes les positions d'acteurs communiquées aux parlementaires européens lors des débats publics et de leur préparation soient rendues publiques, et que le coût du lobbying soit chiffré dans un rapport public ?**

OUI

NON

NE SE PRONONCE PAS

Commentaires :

4. Garantir un large accès des citoyens aux documents de l'Union Européenne

Aujourd'hui, l'accès des citoyens aux documents de l'Union n'est pas facilité. Il n'est pas aisé de se procurer des documents permettant de connaître l'affectation des fonds communautaires ou encore de s'informer sur le vote des Etats membres au Conseil.

Or, cet accès à l'information permettrait certainement de rapprocher l'Union de ses citoyens et de lutter ainsi contre la défiance de certains à l'encontre des institutions européennes.

- **Considérez-vous qu'il conviendrait de faciliter l'accès des citoyens aux documents de l'Union Européenne ? Si oui, comment ?**

OUI

NON

NE SE PRONONCE PAS

Commentaires : Nous souhaitons la création d'une Commission Européenne composée de juges d'Accès aux Documents Administratifs dotée de pouvoirs d'injonction direct.

5. Respect des standards en matière d'intégrité au sein de l'Union

5.1. Il n'existe pas de règle claire concernant les situations de conflits d'intérêts dans lesquelles peuvent se trouver les membres du Parlement. Il arrive par exemple que les parlementaires aient également des activités rémunérées dans le secteur privé. Ils peuvent alors être amenés à se prononcer sur un règlement dont l'adoption affecterait directement le secteur dans lequel ils travaillent par ailleurs.

- **Seriez-vous prêt à soutenir l'établissement de règles claires et obligatoires pour éviter les conflits d'intérêts mettant en cause le personnel de l'Union, des membres du Parlement européen ou leurs collaborateurs ?**

OUI

NON

NE SE PRONONCE PAS

Commentaires : Il faudrait rendre obligatoire la cessation de toute activité professionnelle pendant la durée du mandat européen. L'indemnité est suffisamment élevée pour cela.

5.2 Pensez-vous que des électeurs pourraient être associés à l'élaboration des règles de fonctionnement ou règlement du Parlement européen ? Si oui, comment ?

OUI

NON

NE SE PRONONCE PAS

Commentaires : Par le Conseil Economique et Social européen.

5.3. L'office européen de lutte anti-fraude a pour mission de protéger les intérêts financiers de l'Union européenne. Il enquête sur les irrégularités commises au sein des institutions européennes ou sur les fraudes aux fonds communautaires commises par les Etats membres. Il s'agit d'un service administratif de la commission, jouissant d'une indépendance fonctionnelle. Cependant, Transparency International considère que les institutions, et notamment la Commission, risquent d'influer sur les enquêtes menées par l'Office européen de lutte anti-fraude.

- **Pensez-vous qu'il conviendrait d'assurer la totale indépendance de l'Office européen de lutte anti-fraude (OLAF) en le séparant notamment de la Commission européenne ?**

OUI

NON

NE SE PRONONCE PAS

Commentaires : Il faudrait rendre obligatoire les poursuites nationales une fois que l'OLAF a rendu un rapport incriminant des irrégularités. Ce n'est pas toujours le cas malheureusement.

6. Coopération judiciaire

Le Traité instituant l'Union européenne prévoit que l'essentiel des compétences judiciaires restent du domaine des Etats membres. Or, dans certains pays européens, les capacités d'enquêtes et de poursuites au niveau national ne sont pas adaptées aux infractions financières transnationales qui peuvent s'avérer complexes. Il arrive que les systèmes nationaux manquent de ressources ou d'indépendance.

- **Pensez-vous qu'il conviendrait d'accentuer la coopération judiciaire et policière dans le cadre de la lutte anti-corruption et permettre une meilleure coordination entre les Etats dans le cadre des poursuites transnationales ?**

OUI

NON

NE SE PRONONCE PAS

Commentaires :

7. Responsabilité des partis politiques français

Les partis politiques sont la principale voie par laquelle des candidats à la représentation des citoyens sont sélectionnés et présentés aux électeurs français. Or, si les partis vivent de fonds publics, donnent des investitures et soutiennent des candidats, ils n'engagent aucune responsabilité quant à l'activité réelle et les comportements des candidats qui ont été élus.

- **Estimez-vous que votre parti pourrait engager sa responsabilité sur :**

- La formation de vos élus quant aux enjeux du lobby, des conflits d'intérêt et de la corruption ;
- La présence réelle et effective de vos représentants élus au Parlement européen ;
- La conduite de vos élus quant aux cadeaux, avantages, voyages, rencontres avec les groupes d'intérêt, activités privées exercées en cours de mandat ou en fin de mandat ;
- La contribution de vos élus à soutenir les propositions figurant dans ce questionnaire.

OUI

NON

NE SE PRONONCE PAS

Commentaires : Nous avons un institut de formation de nos élu(e)s qui serait tout à fait disposé à collaborer avec vous pour mettre sur pied de telles formations.

8. Rôle de la société civile

Le rôle de la société civile est aujourd'hui largement reconnu, ses analyses et propositions étant régulièrement reprises par les gouvernements ou les organisations internationales. C'est notamment le cas dans les domaines touchant à la transparence et à l'intégrité.

Transparency International participe depuis plusieurs années à des consultations annuelles avec la Commission et met en place un système de suivi des progrès en matière de lutte contre la corruption dans les pays candidats.

- **Pensez-vous qu'il est important qu'un rôle soit attribué à la société civile pour effectuer un suivi des engagements anti-corruption au niveau européen ?**

OUI

NON

NE SE PRONONCE PAS

Commentaires :

9. Lutte anti-corruption et élargissement de l'Union :

9.1 Comme nous l'avons évoqué précédemment, un suivi particulier des engagements existe pour la Bulgarie et la Roumanie. Ce suivi est important puisque l'expérience a montré que, une fois que les pays sont membres de l'Union européenne, la pression extérieure est largement réduite et les pratiques de corruption peuvent avoir tendance à reprendre.

- **Pensez-vous que l'Union Européenne et les Etats membres devraient systématiquement surveiller les progrès effectués en matière de lutte contre la corruption dans les nouveaux Etats membres ?**

- OUI
 NON
 NE SE PRONONCE PAS

Commentaires : Difficile de mesurer mais il faut tenter de le faire.

9.2 Est-ce que les Etats membres qui ne respectent pas les critères fixés par l'Union devraient être sanctionnés ?

- OUI
 NON
 NE SE PRONONCE PAS

Commentaires : En touchant aux budgets alloués et à leur représentation dans les institutions européennes.

Nous vous remercions pour votre participation !